



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

SNCF
secteur de Lyon



Lundi 1^{er} avril 2019

Un vent de contestation générale

Son prétendu « Grand débat » est arrivé à son terme. Et même si Macron, qu'on dit « épuisé » et « proche du burn-out », joue encore les prolongations, il devrait bientôt rendre ses « conclusions »... Mais pendant qu'il rêve de « *mesures à effet waouh* », les Gilets jaunes, mobilisés depuis plus de quatre mois, continuent sans relâche à affronter les matraques et les grenades pour revendiquer des conditions de vie dignes et une plus grande justice sociale. Ils n'attendent rien des mesurette à venir du gouvernement, et ils ont raison ! Car le ton est donné : le gouvernement ne changera rien aux attaques programmées contre l'ensemble des travailleurs. La réforme des retraites se prépare, et celle de la Fonction publique est en route.

Licenciements à la pelle

Le patronat attaque. Les annonces de licenciements reprennent de plus belle. Dans la Sarthe, ce sont plus de 800 salariés de la papeterie Arjowiggins qui devraient se retrouver sur le carreau. Les salariés, au chômage technique depuis bientôt trois mois, sont en colère, eux qui ont été baladés depuis des mois dans l'attente d'une potentielle reprise, invités par les pouvoirs publics, les élus locaux et leurs directions syndicales à ne pas trop faire de vagues pour ne pas inquiéter les éventuels repreneurs... Pourtant le groupe Sequana, propriétaire de l'usine, affiche un chiffre d'affaire de 2,8 milliards d'euros en 2017 : largement de quoi garder tous les emplois, en rognant un peu sur les bénéfices !

La fermeture d'Arjowiggins viendrait s'ajouter à bien d'autres plans de licenciements et fermetures d'usines annoncées ces dernières semaines par des groupes florissants : Kingfisher, qui devrait fermer 11 magasins Castorama et Brico Dépôt ; Carrefour, qui après avoir supprimé 4 500 emplois l'année dernière, voudrait en supprimer à nouveau 1 300 en 2019 ; les groupes automobiles, qui programment 10 à 15 000 suppressions d'emplois, avec entre autres la fermeture des usines de Ford Blanquefort, PSA Saint-Ouen et PSA Hérimoncourt ou encore la menace de fermeture de l'usine Bosch de Rodez...

Suppressions de postes dans le public

La Fonction publique n'est pas en reste, puisque le projet de loi présenté la semaine dernière à l'Assemblée confirme l'objectif de 120 000 suppressions de postes d'ici 2022, dont 70 000 dans la fonction publique territoriale et 50 000 dans la fonction publique d'État ! Il introduit par la même occasion un panel de mesures pour pousser les

fonctionnaires vers la sortie et faciliter ainsi un recours massif à la contractualisation et aux contrats précaires.

Contagion des mécontentements

Mais devant ce panorama, et face à la fuite en avant du gouvernement en matière de répression, les mécontentements se généralisent.

Les Gilets jaunes, toujours mobilisés, sont un exemple de détermination : malgré les blessés et les condamnations, certains commencent à reprendre des ronds-points, ou à se joindre à d'autres mobilisations.

Car la colère s'étend et s'exprime dans une multitude de conflits locaux : pour l'obtention de la « prime Macron », pour l'amélioration des conditions de travail ou pour l'augmentation des salaires, comme en région lyonnaise où les éboueurs sont en grève illimitée depuis plus de 15 jours.

Profs, instits et parents d'élèves dans la rue

Les enseignants aussi multiplient les journées de mobilisation contre le projet de loi sur la prétendue « école de la confiance », contre la réforme des lycées, et pour demander plus de moyens pour l'éducation, de la maternelle au lycée. Samedi 30, ils étaient près de 30 000 à manifester partout en France, rejoints par des parents d'élèves, et en plusieurs villes par les Gilets jaunes.

Macron est « isolé », lâché par ses proches conseillers ? Décidément, il n'y a pas que Bouteflika qui se fait lâcher par sa garde rapprochée. En haut lieu, à l'Élysée, certains doivent craindre la confluence des colères. Toutes et tous ensemble, tissons nos liens, confirmons leurs craintes.

Encore une attaque contre le droit de grève

Les sénateurs viennent de valider un projet de loi faisant passer le délai de déclaration d'intention à 72h.

Le but est bien sûr de mettre de nouveaux bâtons dans les roues des grévistes et d'essayer de minimiser l'influence de ceux qui luttent... mais c'est aussi l'aveu que la loi sur le service minimum (d2i) n'a pas eu l'effet paralysant qu'ils escomptaient.

Bretzel pour tous

C'est officiel, les services ACV de réservation groupe ferment partout... sauf à Strasbourg où tout sera centralisé. Pour les agents concernés, pas de problème, il suffit d'aller travailler en Alsace pour garder son poste !

En réalité, en cas de refus, il faudra accepter un nouveau poste proposé par la direction... À moins que face à cette attaque nationale concernant près de 250 agents en France, un début de riposte commence à s'organiser ?

La SNCF « centralise », autrement dit elle dégraisse, peu importe la qualité de service et de vie des travailleurs du rail et des usagers.

... et après : Carbone ? Cassoulet ?

Rosette ?

La même logique de regroupement sur un seul site se pose actuellement pour le BCC et la direction du Fret.

Le discours de la direction se résume toujours aux mêmes arguments : « soyons les plus productifs, et on gardera le travail chez nous ». Tout ce qu'il y a à gagner à les écouter, c'est d'avoir le droit de ne pas déménager et de voir sa charge de travail augmenter.

C'est bien leur logique qui consiste à nous mettre tous en concurrence qu'il faut combattre !

Un député pas Douai

Dimitri Houbon, député LREM dans le Nord, a entamé une « marche du fer » pour dénoncer l'abandon de la desserte de sa ville par le TGV.

Qu'est-ce qu'il n'a pas compris dans la réforme ferroviaire qu'il a lui-même votée au printemps dernier ?

Brétigny : des documents accablants

Le Parisien a révélé des documents internes datant de début 2013, quelques mois avant l'accident de Brétigny, où des hauts cadres dénonçaient une situation d'urgence due au manque de 2 000 agents de l'équipement, dont 200 rien que sur la région Paris Rive Gauche.

Jusqu'au plus haut niveau, la direction sait tout des risques que sa politique fait subir aux cheminots et aux usagers.

Chassez le naturel...

En novembre dernier, Laurent Wauquiez et certains membres du parti Les Républicains avaient bien essayé d'enfiler un gilet jaune, dans l'espoir de se donner un petit air proche du peuple et glaner quelques voix.

Leur costard-cravate de fils de riches a vite repris le dessus. Voilà que des députés de ce parti viennent de proposer un projet de loi visant à supprimer le RSA aux manifestants qui commettraient des « exactions » lors des manifestations.

Macron pense que si une militante de plus de 70 ans est gravement blessée par les flics, c'est bien fait pour elle, elle n'avait qu'à « être raisonnable ». Les amis de Wauquiez pensent que pour fermer sa gueule à celui qui n'a que le RSA, il suffit de lui couper les vivres.

Deux raisons de plus d'enfiler son gilet jaune dans leurs beaux quartiers : sur les Champs par exemple.

Non aux pogroms !

« *Les Roms enlèvent des enfants et des jeunes femmes dans des camionnettes blanches* », cette scandaleuse *fake new* savamment orchestrée par l'extrême droite et largement relayée sur les réseaux sociaux a suffi pour que, la semaine dernière, nous nous croyions revenus au Moyen-Age. C'est que l'extrême-droite a de nouveau montré son vrai visage : celui du racisme ouvert et violent, du lynchage et des expéditions punitives plongeant toute la communauté Rrom, du 93 notamment, dans la terreur. C'est le résultat d'années de banalisation du racisme anti-rrom dans les médias mais aussi, de la part des différents gouvernements qui se sont succédé, de Valls à Macron en passant par Collomb.

Algérie : One, two, three, viva... la Révolution !

Pour le sixième vendredi consécutif, les Algériens sont massivement descendus dans des grandes villes pour exiger le départ immédiat du président de 82 ans, Abdelaziz Bouteflika. Face au report *sine die* de l'élection, qui a accompagné le retrait de la candidature de Bouteflika à un cinquième mandat, la colère contre le régime est toujours là.

Désormais, les rats du régime quittent le navire. Les politiciens de tous bords s'affirment du côté des manifestants. Le chef d'état-major, le général Salah, joue sa propre carte en demandant maintenant que le président s'en aille. Le patron des patrons, Ali Haddad, indéfectible soutien de Bouteflika, a été arrêté en tentant de fuir le pays.

Le mouvement continue car le peuple n'est pas dupe de tous ces ralliements. Il ne s'agit pas de changer le casting, mais de changer le système. Bref, le début d'une révolution sociale.